## Commune de MARLY Département de la Moselle Arrondissement de Metz

# EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

#### N° 78/2023

#### **SEANCE DU 21 SEPTEMBRE 2023**

Nombre de conseillers élus : 33

Nombre de conseillers présents : 26

Nombre de conseillers absents excusés : 07

Nombre de conseillers ayant donné procuration : 07

Nombre de conseillers absents non excusés : 00

Sous la présidence de Monsieur Thierry HORY, Maire

#### **ETAIENT PRESENTS:**

M. LISSMANN, Mme JACOB VARLET, M. IGEL, Mme CASCIOLA, M. HIRSCHHORN, Mme VUILLEMIN, M. PAULINE, Mme BOCHET, M. SCHWICKERT, Mme GREEN, M. MENDES TEIXEIRA, Mme LEBARD, Mme MOREAU, M. BIEBER, M. MADELLA, M. HOUNNOU, Mme GATTO, M. RIVET, Mme LARCHER, M. NOWICKI, M. SURGA, M. MOREL, Mme LOUIS, M. ROSE, Mme MOGUEN.

ETAIENT ABSENTS — excusés: M. MAESTRI (procuration à M. IGEL), Mme BREISTROFF (procuration à Mme BOCHET), M. COLOMBO (procuration à M. HORY), Mme HANSE (procuration à M. LISSMANN), Mme HAZEMANN (procuration à Mme LEBARD), Mme NOEL (procuration à M. SCHWICKERT), Mme GAUROIS (procuration à M. NOWICKI).

ETAIENT ABSENTS - non excusés : Néant

Secrétaire de séance : Mme GUENIER-DELAFON, Directrice Générale des Services

Date d'envoi de la convocation : 14 septembre 2023

### 4.2 - FINANCES LOCALES

Règlement d'Attribution des Subventions aux associations de la commune Rapporteur : Mme CASCIOLA

La commune de Marly, par l'attribution de subventions, a la volonté d'accompagner les associations en les aidant dans la réalisation de leurs projets et en soutenant leurs actions (sur le plan financier, logistique et technique).

Elle affirme ainsi une politique de soutien actif aux associations locales.

Elle s'est engagée dans une démarche de transparence vis-à-vis des associations bénéficiaires de subventions, mais également vis-à-vis des contribuables et usagers, au nom du bon usage du denier public.

Le présent règlement vise à s'appliquer à l'ensemble des subventions versées aux associations par la commune.

Il définit clairement les conditions générales d'attribution et les modalités des subventions communales sauf dispositions particulières contraires prévues explicitement dans la délibération attributive.

Toutes association sollicitant une subvention est tenue de respecter la procédure mise en place par la collectivité : délai, documents à remplir, signer et à retourner.

Accusé de réception en préfecture 057-215704479-20230921-78-2023-DE Date de télétransmission : 26/09/2023 Date de réception préfecture : 26/09/2023 Le respect de cette démarche facilitera ainsi le déroulement du traitement de chaque demande et sa prise en compte par les élus de la commune.

Pris avis de la commission finances du 11 septembre 2023,

L'exposé du rapporteur entendu,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, <u>ADOPTE</u> le présent règlement d'attribution des subventions.

Délibération exécutoire compte tenu de sa publication le 25 septembre 2023 Pour extrait conforme, Marly, le 25 septembre 2023

La secrétaire de séance

Lucie GUENER DELAFON

Directrice Gérégrale des Services

Le Maire

Thierry HORY

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, et L. 410-1 à L. 412-8 du code des relations entre le public et l'administration, la présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix - BP 51038 67070 Strasbourg Cedex - le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet <a href="https://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>) ou d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.